

Notice explicative n° 3

Nouveaux statuts du SITPRT

Suite au départ de trois communes du SITPRT vers la CAM, il convient selon la Préfecture de modifier les statuts du SITPRT.

En annexe nouveaux statuts

STATUTS DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES TRANSPORTS PUBLICS DE LA REGION TOULOUSAINE

I – DISPOSITIONS GENERALES

Article 1^{er} :

En application des articles L511.1 et suivants et L5212.1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) il est constitué entre les communes suivantes :

Castelmaurou
Lapeyrouse –Fossat
La Salvetat St Gilles
Montberon
Pechbonnieu

Plaisance du Touch
Rouffiac Tolosan
Saint Genies Bellevue
Saint Loup Cammas

Un Syndicat Intercommunal dont l'objet est défini à l'article 2 ci-après :

Article 2 :

Le syndicat reçoit, par délégation, le « compétence transport » de la part des communes citées à l'article 1.

Cette compétence transport peut être exercée par l'Autorité Organisatrice des transports urbains : *Le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Agglomération Toulousaine*.

Ce syndicat a pour objet d'étudier les problèmes posés à ses adhérents par l'organisation des transports en commun dans l'agglomération toulousaine soit directement, soit par l'intermédiaire du Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Agglomération Toulousaine.

Le Syndicat dispose à cet effet des pouvoirs administratifs et financiers que ces collectivités sont autorisées à lui déléguer en vertu des lois et règlements en vigueur.

Article 3 :

En complément des prestations fournies aux communes membres, le Syndicat peut apporter un concours technique à des communes non membres envisageant leur adhésion, afin de déterminer les conditions techniques de mise en œuvre des transports publics tels que relevant de sa compétence. Cette intervention s'exerce selon les modalités d'exercice de la compétence déléguée par les communes membres.

Ce concours s'effectue moyennant participation des communes et fait l'objet d'une convention entre le SITPRT et les communes concernées.

Les demandes sont examinées par le conseil syndical et doivent être approuvées par lui.

Article 4 :

Le Syndicat porte le titre de « SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES TRANSPORTS PUBLICS DE LA REGION TOULOUSAINE », et le sigle abrégé de SITPRT.

Il est institué pour une durée illimitée.

Son siège social est fixé en mairie de Plaisance du Touch.

II – FONCTIONNEMENT

Article 5 :

Le syndicat est administré par un comité composé de délégués élus par les collectivités associées dans les conditions suivantes :

Communes de moins de 500 habitants	1 délégué
Communes de 501 à 1500 habitants	2 délégués
Communes de 1501 à 3000 habitants	3 délégués
Communes de 3001 à 6000 habitants	4 délégués
Communes de 6001 à 10000 habitants	5 délégués
Communes de plus de 10000 habitants	6 délégués

La population de chaque commune est déterminée par les recensements généraux de population et les recensements complémentaires, le chiffre à prendre en compte étant celui de la population totale avec double compte (*hors population fictive*).

Il sera tenu compte des modifications de la population des communes pour arrêter le nombre de délégués de chaque commune qu'après chaque renouvellement des conseils municipaux.

Les communes désigneront également des délégués suppléants en nombre égal aux titulaires en application de l'article L5212.7 du CGCT.

Ces suppléants seront appelés à siéger au Comité avec voix délibérative en cas d'empêchement du délégué titulaire.

Article 5 bis :

Le Comité Syndical est soumis aux règles de fonctionnement prévues au Chapitre I, Titre II du Livre I du CGCT, règles qui régissent les conditions de fonctionnement des Conseils Municipaux.

Le Comité se réunit au moins une fois par trimestre au siège du Syndicat ou dans un lieu choisi par le Comité dans l'une des communes membres.

Le Président est obligé de convoquer le Comité à la demande du tiers au moins des membres du Comité.

La durée de fonction des Délégués est limitée à celle du mandat municipal.

En cas de vacance d'un siège l'article L5211-8 du CGCT prévoit son remplacement par le Conseil Municipal concerné dans un délai de un mois.

Un règlement intérieur est établi pour adapter le fonctionnement du Comité Syndical à ces règles.

Article 6 :

Le Comité élit parmi ses membres, son Président et son bureau.

Le Bureau est composé du Président, d'un ou plusieurs vice-présidents et de plusieurs membres dont un secrétaire et un trésorier. Il détermine le nombre de vice-présidents, sans que ce nombre ne puisse excéder 30% de l'effectif de celui-ci.

Dans le cadre de l'article L.5211-10 du CGCT, le Comité peut renvoyer au bureau et au Président le règlement de certaines affaires et lui conférer à cet effet, une délégation dont il fixe les limites.

Le bureau et le Président rendent compte des travaux au comité à l'ouverture de la session ordinaire.

Le mandat des membres du bureau prend fin en même temps que celui du Comité.

Article 7 :

Le Comité Syndical décide de l'admission de nouvelles collectivités ou du retrait.

La délibération du Comité acceptant le retrait est prise à la majorité absolue des membres en exercice.

Les admissions, les retrait des communes du syndicat et les modifications des statuts s'effectuent dans les conditions fixées par les articles L5211-17, L5211-18, L5211-19, L5211-20 du CGCT.

Les modifications aux présents statuts font l'objet d'une délibération du Comité Syndical prise à la majorité absolue de ses membres

Article 8 :

Le Président du Syndicat est chargé d'assurer l'exécution des délibérations du Comité Syndical.

Par ailleurs sur avis du bureau, le Président nomme le personnel et le Directeur du Syndicat, présente le budget et les comptes au Comité qui a seul qualité pour les voter et les approuver.

III – DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 9 :

Les règles de la comptabilité des communes s'appliquent à la comptabilité du Syndicat.

Article 10 :

Le budget du Syndicat comprend :

A – En recettes :

- 1- La contribution des communes associées : *Cette contribution est obligatoire pour les dites communes pendant la durée du Syndicat et dans la limite des nécessités du service.*
- 2- Le revenu des biens, meubles ou immeubles du Syndicat.
- 3- Les sommes qu'il reçoit des administrations publiques, des entreprises, des associations, des particuliers, en échange d'un service rendu.
- 4- Les subventions de l'Union Européenne, l'Etat, la Région, le Département, et les Communes ou tout autre organisme.
- 5- Les produits des dons et legs.
- 6- Le produit des taxes, redevances et contributions correspondant aux services assurés.
- 7- Le produit des emprunts

B– En Dépenses :

- 1- Les frais de l'administration du Syndicat ;
- 2- Les dépenses résultant des activités du syndicat telles qu'elles peuvent résulter des dispositions de l'article 2 ci-dessus. Le principe de « péréquation », qui vise à prendre en compte la capacité contributive des communes (Potentiel Fiscal et Population)

Article 11 :

Pour le mode de calcul des contributions des communes, les objectifs et les principes sont les suivants :

1- AU NIVEAU DE L' EXPLOITATION

Le principe de « services rendus » (caractère évolutif), qui permet de prendre en compte le service offert à chacune des communes (nombre de services, nombre d'allers/retours en autobus ou en train),

Le principe de « pondération » qui permet d'affecter un coefficient différent à chacun de ces critères.

Population : 25% - Potentiel Fiscal : 25% - Nombre de services : 50%

2- AU NIVEAU DE L' EXTENSION

Les principes sont sensiblement les mêmes, seul évolue le principe de services rendus (accès au réseau).

Dans ce cas, la notion de services rendus prend en compte les éléments suivants :

- le nombre d'allers/retours en autobus ou en train
- la capacité (nombre de places offertes),
- la distance kilométrique jusqu'au métro.

Population : 50% - Potentiel Fiscal : 25% - (Nombre d'allers/retours * Capacité)/la distance kilométrique jusqu'au métro) : 25%

Le mode de calcul des contributions des communes ne pourra faire l'objet de modifications que dans le cadre de la procédure de modification statutaire prévue par l'article L 5211-20 du CGCT